

Les frontières orientales de l'Europe

Le cas russe

ALAIN BESANÇON

BEAUCOUP de propos sur l'avenir de l'Europe ⁽¹⁾ laissent un point indéterminé : celui de la frontière orientale du futur ensemble. La présente note voudrait contribuer à débroussailler ce point litigieux.

Selon les préhistoriens, l'Europe possédait des traits distinctifs dès avant les invasions indo-européennes. L'Empire romain ne l'a pas unifiée. Il s'est étendu en effet à cheval sur deux aires hétérogènes, le Moyen-Orient, l'Afrique, et n'a pas achevé la conquête de l'Europe.

Au Moyen Âge, l'Europe trouve une certaine unité visible. L'Empire romain d'Orient s'est séparé, l'Afrique passe sous l'islam. L'unité est apportée par la version latine et romaine du christianisme, qui réussit à agréger la totalité du monde germanique, et une partie, mais une partie seulement, du monde slave.

À la fin du xvii^e siècle, la frontière orientale de l'Europe se présente ainsi. Au nord se trouvent les commonwealths suédois ou prussien. Ils tiennent la Finlande et le fond du golfe de Finlande. Plus au sud, le commonwealth polono-lithuanien étend sa domination, d'une intensité inégale, sur de vastes territoires dont l'étendue est mouvante au gré des guerres et des traités : la Prusse ducale, la Livonie, la Courlande, toutes régions christianisées par les teutoniques, le haut bassin du Dniepr (Lituanie, Biélarus actuelle), l'Ukraine, enfin jusqu'aux confins où dominent l'Empire ottoman et les Tatars de Crimée. Les domaines Habsbourg

enfin offrent une frontière mouvante avec l'Empire ottoman, et ont peu à peu englobé des Slaves devenus catholiques (Slovènes, Croates, Tchèques, Slovaques) et la Hongrie dans sa plus large acception.

Une expérience commune

La frontière orientale de l'Europe se confondrait sans le moindre doute avec les frontières de ces trois ensembles prusso-suédois, polono-lithuanien et austro-hongrois si deux circonstances n'avaient compliqué la question, l'avancée russe et le recul ottoman. Je ne traiterai que de la première. Mais avant de toucher ces circonstances, tâchons de définir les raisons qui font qu'instinctivement la conscience commune regarde ces ensembles comme européens.

C'est tout simplement qu'ils ont connu des expériences historiques semblables ou analogues et qu'aucune discontinuité radicale n'est venue rompre la communauté de destin.

J'ai signalé le christianisme latin. Il faut ajouter les grandes institutions médiévales : féodalité, droit urbain (les villes de Pologne suivaient le droit de Magdebourg), bénédictins, dominicains, franciscains, universités, art gothique ; la Renaissance, le droit romain, l'humanisme jésuite. La Réforme de ce point de vue n'est pas une rupture. Elle accomplit certaines virtualités du christianisme latin, elle reste, aux yeux de l'Orient orthodoxe, un mouvement typiquement occidental dont les enjeux lui échappent. Pour que la noblesse et les patriciens urbains

(1) Voir : Jean-Claude Casanova, « Pour la constitution de l'Europe », *Commentaire*, été 1995, n° 70.

s'emparent des biens et de l'autorité de l'Église, il fallait d'abord qu'il y eût une noblesse, des villes, des biens juridiquement constatés, une théologie dogmatique précise de tradition augustinienne, toutes choses qui composent l'originalité du tissu européen.

Aussi importante est la continuité dans le temps et l'espace de la diffusion civilisatrice. Par exemple, l'agriculture médiévale, dans sa capacité de mettre en valeur des terres lourdes et humides du Nord, naît autour de l'an mille en Occident. Sa lente avancée va mettre huit siècles avant d'atteindre la Pologne.

Il y a cependant une zone où la diffusion s'arrête, ou subit de telles déformations qu'elle n'est plus reconnaissable : on est alors à la frontière de l'Europe.

Quand on va en train de Paris à Moscou, on sent assez nettement l'Europe finir, s'effiloche, s'éteindre graduellement. Les villages et les villes perdent lentement leur grâce, et puis vers Smolensk, on arrive dans un paysage saisissant, plus beau d'une certaine manière que celui que l'on vient de quitter, dans sa vastitude vide, son abandon, la misère, le charme des isbas et des clôtures basses : on est entré dans un autre monde.

Quels titres invoquer ?

Cependant cette frontière a été enfoncée par la Russie. Or celle-ci à plusieurs reprises par la voix de Pierre, de Catherine et d'Alexandre, et aujourd'hui encore, s'est affirmée européenne, quoique jamais unanimement. Quels titres peut-elle invoquer ?

1. Le premier est la victoire. La Moscovie était fort loin des préoccupations de l'Europe, et constituait certes une zone plus inconnue que l'Empire ottoman. De faibles efforts de la Suède et de la Pologne suffisaient amplement, jusqu'au xviii^e siècle, à l'éloigner encore. Mais à la fin de ce même siècle, le mur suédois était crevé et la moitié de l'Ukraine s'était détachée de la Pologne. La supériorité russe sur la Suède était avant tout démographique : de l'ordre de 1 à 15. Si bien organisée que fût la Suède (elle fut un des modèles de Pierre le Grand), elle devait succomber. La supériorité russe sur la Pologne était avant tout politique. La Pologne avait manqué le passage paneuropéen à la monarchie absolue. Quand celle-ci devant la menace russe devint une nécessité urgente, la diplomatie russe était déjà en mesure de l'empêcher. L'État

russe, qui à l'époque était d'une autre nature que les monarchies d'Ancien Régime, prouva qu'il était plus efficace que la république nobiliaire polonaise. Les monarchies prussienne et autrichienne se hâtèrent de partager ce qui restait de la Pologne afin qu'elle ne devînt pas toute russe. Désormais (1795), la Russie avait une frontière avec la Prusse et l'Autriche.

2. Le peuple russe a en général la peau claire, le cheveu plat, l'œil bien ouvert. Produit d'un mélange d'hommes venus des steppes du Sud (Scythes ? Slaves ?...), de tribus finnoises du Nord, avec un peu de sang tatar, il est de même type (de même race comme on disait au xix^e siècle) que les autres peuples européens. Sa langue, indo-européenne, appartient à un groupe linguistique parlé jusqu'au cœur de l'Europe. La langue littéraire a été si profondément marquée par le modèle français, à la fin du xviii^e siècle (Fonvizin, Pouchkine) que la syntaxe russe, au moins par l'ordre des mots et la structure de la phrase, est plus proche des langues latines modernes à certains égards que le polonais et que l'allemand, sans parler du hongrois et du finnois.

3. Le peuple russe est chrétien. Il a été baptisé par son prince en 988 à la façon dont se sont effectuées, souvent bien plus tard, les conversions de la Norvège, de la Hongrie, de la Pologne, de la Lituanie. Il est resté fidèle à sa foi quand il a été dominé par les Mongols islamisés. Par la Pologne et l'Ukraine il a été mis précocement en contact avec le catholicisme. Par l'Allemagne et la Suède, il a été profondément influencé par le protestantisme luthérien, comme par les courants mystiques et sectaires qui considéraient la Russie comme une terre de mission. Les missions bibliques anglaises ont commencé, au début du xix^e siècle, la traduction de la Bible en russe.

4. La volonté de l'État a rattaché la Russie à l'Europe, en l'arrachant à l'empire des steppes ou à son isolement. Cette volonté apparaît dès le temps d'Ivan III, grandit au xviii^e siècle, trouve un accomplissement révolutionnaire sous Pierre le Grand. L'action des tsars pétersbourgeois vise à constituer la Russie en « Ancien Régime » sur le modèle lointainement français, mais tel qu'il a été adapté par la Prusse et la Suède à la pauvreté de l'Europe orientale. Monarchie militaire et administrative, l'État russe entreprend de construire une société d'ordre et y parvient lentement. Il transforme peu à peu la classe de service en une noblesse.

Il lui inculque l'instruction européenne, les manières, la dignité. Depuis Catherine, le noble russe ne peut plus être battu. Nicolas I^{er} régularise le système de lois et crée un véritable droit de propriété. Alexandre II abolit le servage. Alexandre III lance l'instruction de masse. On peut dire qu'au début du siècle, la Russie ressemble réellement à ses modèles allemand ou autrichien, avec un retard tantôt d'un ou de plusieurs siècles (l'agriculture, l'État de droit), tantôt de quelques dizaines d'années (le système éducatif, le système représentatif).

5. Le plus beau titre à l'appartenance européenne aux yeux des Russes comme à ceux de l'univers est la littérature du xix^e siècle. Pouchkine introduit et rajeunit les modèles poétiques français, comme avait fait Chaucer dans l'Angleterre du xv^e siècle. De lui sort une tige magnifique, qui puise à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne, une littérature qui est sauf exception d'esprit laïque et libéral. Quand le Japon entreprit, au début de ce siècle, de connaître la littérature européenne, il commença par la russe, la plus proche, la plus facilement accessible.

Un acquis balayé

Cela fait beaucoup de titres. La Russie peut les invoquer de bonne foi et l'Europe les recevoir de même. Cependant, alors même que de la civilisation européenne se diffusait à grande allure dans l'Empire russe, des voix sceptiques s'élevaient : Rousseau, Custine, Michelet, Marx, Conrad. Michelet : « *Crescendo* de mensonges, de faux-semblants, d'illusions... Je dis, j'affirme, je prouve que la Russie n'est pas. » Marx : « Même après des réalisations d'envergure mondiale, [l'Empire russe] ne cesse d'être considéré comme une affaire de croyance et non de fait. » De telles assertions, courantes en 1850, paraissaient absurdes en 1914. Mais dix ans plus tard, il ne restait rien ou presque de la civilisation européenne en Russie. L'Ancien Régime s'était écroulé, l'Église était brisée, la société civile, le marché, le droit, la propriété, les classes sociales étaient anéantis, la langue même était corrodée. Une doctrine européenne, le socialisme, était tombée dans les mains d'une secte qui l'avait transformée et ensauvagée ; cette secte s'était emparée de la Russie. Tout l'acquis de trois siècles fut immédiatement balayé. Il fallait qu'il eût été fragile et que les racines européennes n'eussent pas poussé bien profond. Pourquoi ?

1. Avant l'euro-péanisation forcée d'en haut, aucune des expériences communes citées et qui forment le patrimoine historique de l'Europe ne s'est rencontrée en Russie. Ni l'Église romaine, ni la féodalité, ni la ville, ni la Renaissance, ni le droit de propriété... De plus, la Russie était par rapport à l'Europe, mais aussi par rapport aux autres empires qui l'entouraient, les Ottomans, les Perses, les Moghols, les Chinois, le Japon, une zone de vide et de barbarie. Presque pas d'artisanat. Une agriculture qui, au début du xix^e siècle, avait le rendement de l'agriculture mérovingienne, et au début du xx^e siècle celui de l'Angleterre de la guerre des Deux Roses. Pour devenir européenne, tout devait être créé par l'État. D'où les doutes des penseurs européens : la Russie moderne est une construction frappée d'artificialité. Elle imite le résultat de la civilisation européenne, elle reproduit un état de cette civilisation, mais elle n'en a pas le ressort. Sans une impulsion extrinsèque, sans une force extérieure, tout retombe, tout pourrit, tout retourne à l'inertie et au marais. Pierre le Grand, au jugement d'un historien russe, Klioutchevski, voulait « que l'esclave, tout en restant esclave, agît librement et hardiment » : contradiction fatale.

Plus la Russie ressemble extérieurement à l'Europe, moins elle lui ressemble intérieurement. Beaucoup de voyageurs, d'abord sympathiques au pays et charmés par son peuple, sentent, soupçonnent, à la fin découvrent une note noire, maléfique. Elle se découvre presque toujours à la jointure de l'État et de la religion.

2. L'État russe est sans rapport avec l'État kievien. Celui-ci, fondé par les Varègues (Suédois), sur une agglomération de tribus slaves, se dissout sous les assauts d'autres tribus, plutôt turques. Le restant émigre en Galicie, noyau de la future nation ukrainienne. Une autre partie, émigrée dans la zone des forêts entre Oka et Volga, tomba au xiii^e siècle sous la domination tatare. La Russie pendant deux siècles fut administrée depuis la Chine, ou depuis Saraï (sur la basse Volga). Le grand prince de Moscou commença son élévation comme une sorte de vizir du Khan tatare. Ce point est remarquable : le grand prince de Moscou, chrétien, russe, a le statut d'un conquérant par délégation de son propre peuple. Un voyageur anglais lui demanda au xvi^e siècle quel était le statut de ses sujets. « Tous des esclaves », répondit-il, mais lui-même était encore récemment un esclave.

En gros deux modèles d'État se sont partagé

l'Eurasie : le premier dont l'exemplaire est l'État normand, diffusé en Angleterre, imité par les Capétiens, puis peu ou prou par toute l'Europe, suppose une hiérarchie dont le souverain est la tête et qui s'étend par degrés jusqu'au dernier sujet. Mais toute la chaîne est solidaire et chaque degré peut se modeler sur le degré supérieur. Le second, dont l'exemplaire est l'État mongol diffusé ou imité par le monde turc, iranien et chinois, suppose un souverain en dessous duquel il n'y a pas de hiérarchie organisée, mais une sorte d'égalité dans la servitude. L'État russe émancipé de la Horde a conservé ce trait. Il est théoriquement propriétaire de tous les biens et de tous les hommes. Même au XIX^e siècle, quand cet État, dans le but d'être puissant et compétitif avec l'Europe, avait jeté les bases d'un vrai Ancien Régime, avait donné à la noblesse certains privilèges, avait concédé le droit de propriété, beaucoup de Russes présentaient encore la marque ou le gène tatar. Herzen appelait Nicolas I^{er} « Gengis Khan avec le télégraphe ». Et Tkatchev, affirmant que l'État était en Russie comme une armée en pays conquis, en concluait qu'il était sans base solide et facile à remplacer par un groupe de révolutionnaires décidés. Ce qui fut fait.

À bien des égards, cet État, sous le vernis pétersbourgeois, se sentait l'héritier de la Horde. Avec la Chine, la Perse, l'Empire ottoman, il estimait (et estime toujours) avoir des relations sinon privilégiées du moins d'une intimité sans rapport avec les relations que pouvaient entretenir dans cette zone les puissances européennes. Il avait vocation à occuper cette vaste zone intérieure du continent eurasiatique qui est bordé par la chaîne pontique, l'Elbrouz, l'Indu Kouch, le Tien-Chan, le grand Khingan, etc. Au XX^e siècle, ce sentiment a été théorisé par le mouvement « eurasien » dont Françoise Thom a rappelé récemment (*Commentaire*, n° 66) la virulence récurrente. Cette vocation était si sincèrement admise et si intériorisée que l'Empire russe n'a jamais affiché son impérialisme, ne s'est jamais reconnu ou avoué impérialiste. Il réunissait simplement l'un après l'autre des territoires dont le destin immémorial et providentiel était d'être réuni à l'Empire russe. En prenant le Khanat de Kazan, comme en prenant l'Ukraine et la Pologne, il agissait par amour et venait au-devant du souhait profond et historique des peuples désormais soumis. L'Union soviétique hérita de ce sentiment. Pour l'opinion du temps de Brejnev, la Russie

vivait avec l'Ouzbékistan, la Bulgarie ou Cuba un perpétuel et désintéressé sacrifice. C'est que l'État russe n'était pas un État national. Il était, de naissance, un cadre impérial aux frontières indéfinies. « Je ne connais pas la Russie, déclarait de Witte, je ne connais que l'Empire russe. »

3. L'État moscovite a eu besoin d'un principe de légitimité. Il a longtemps revendiqué la légitimité gengiskhanide. Ce fut un des motifs de la première conquête, celle de Kazan, mais c'est la légitimité de l'orthodoxie byzantine qui s'imposa rapidement. Or il y a deux orthodoxies concomitantes et concurrentes. La première est une version parfaitement légitime de la tradition chrétienne. La seconde est l'anticatholicisme. C'est cet anticatholicisme assimilé à l'orthodoxie qui intéressait l'État moscovite et qu'il a étendu à l'antiluthéranisme parce qu'il lui permettait de sacraliser son pouvoir et de sanctuariser (à la mode mongole) sa frontière. Cette orthodoxie exaltée et xénophobe a pris précocement des formes qu'eu égard à ce qu'était la Moscovie on peut appeler mégalomaniaques : la « Troisième Rome ». À mesure qu'elle s'identifiait à l'État russe, elle mêlait au culte du vrai Dieu le culte idolâtrique de soi-même, de la russité. Tout ce qui était religieux devenait national et religieux tout ce qui était national.

Pierre acheva d'asservir l'Église russe en supprimant le patriarcat et en lui donnant l'organisation de l'Église luthérienne de Suède. Du coup, la mégalomanie orthodoxe s'éteignit pour un siècle. Elle renaquit au début du XIX^e siècle. Nicolas lui redemanda sa légitimité et adopta la devise : « Autocratie, orthodoxie, nationalisme. » Ses adversaires slavophiles, cherchant désespérément en Russie une « valeur » morale opposable au reste de l'Europe, se rabattirent sur l'orthodoxie, sur la seule vraie foi, pure de toute adultération catholique et protestante. De ce moment naquit un vaste complexe d'idées qui, avec des hauts et des bas, ne cessa de grossir. Il unissait le mépris pour l'Occident, la foi en la destinée messianique de la Russie, une mythologie du peuple russe, l'idée d'une différence de nature entre ce peuple et les autres. Cela pouvait s'analyser comme la transposition en Russie des idées romantiques allemandes, mais aux yeux des Russes, cette construction était garantie par la foi, et par une généalogie imaginaire mais de plus en plus détaillée et grandiose du christianisme russe.

Ces idées, passant par Dostoïevski, le symbo-

lisme, la philosophie du début de ce siècle, étaient dominantes à la veille de la Révolution. Bien que le bolchevisme en fût la négation, des auteurs comme Berdiaev se félicitaient de ce qu'il avait eu au moins le mérite d'empêcher la Russie de suivre le chemin commun de l'Europe occidentale. De nouveau, ces doctrines longtemps interdites sont enseignées et crues. Le général Lebed, qui se croit promis à un grand avenir, en fait le fondement de la nation et de l'État, la parfaite substitution au bolchevisme dans les mêmes fonctions. Elles sont obligatoires dans l'armée, où des popes instruits dans cette orthodoxie-là remplacent les anciens commissaires politiques. Le bolchevisme consonne avec la mythologie orthodoxe sur un point : tous deux sont des machines à transfigurer la réalité, à nier celle-ci et à imposer la fiction d'une réalité sublime et imaginaire, dont l'essence disqualifie l'Occident et met la Russie à part. Telle est la source du célèbre, de l'incoercible, de l'inextricable, du déconcertant et souverainement efficace mensonge russe.

Les questions actuelles

En voilà assez pour les considérations historiques. Quel poids leur attribuer pour décider des questions actuelles ?

Pendant soixante-dix ans, l'État russe et l'orthodoxie russe ont disparu sous un pouvoir idéologique dont l'histoire du monde n'offrait pas l'expérience. L'Occident européen, par contrecoup, a produit un autre pouvoir idéologique, le nazisme, égal en folie et en crime ; l'Allemagne s'en est réveillée comme d'un cauchemar et elle a immédiatement repris sa place en Europe. Elle n'avait pas eu le temps d'être détruite dans sa substance. Il restait en Allemagne suffisamment de propriété, de droit, de société en 1945 pour que la parenthèse monstrueuse se referme définitivement. La démocratie s'établit aussitôt.

Il n'en a pas été de même dans le monde communiste. Il s'est écroulé sans que le communisme ait subi le *damnatio memoriae*. Pas un responsable communiste n'a subi le châtement ni même le déshonneur qui, un demi-siècle après, frappe encore le participant le plus mineur de l'entreprise nazie.

L'amnésie du communisme, l'hypermnésie du nazisme, l'inégalité du traitement moral de ces régimes « jumeaux » font que nous vivons et que nous allons vivre longtemps dans une fal-

sification historique majeure. Notre génération et la prochaine ne seront pas instruites dans l'histoire, dans « ce qui s'est réellement passé » (Ranke).

L'État bolchevique était d'une autre nature que l'État pétersbourgeois. Cependant il avait avec lui trois points de coïncidence. Il était comme l'autre et plus encore « une armée en pays conquis » sans responsabilité devant ses sujets. Il était une structure impériale tout en cachant son impérialisme. Il mobilisait à son service le nationalisme russe. Si l'orthodoxie se présente en substitution du bolchevisme, une continuité partielle est possible. Elle l'est d'autant plus que le personnel étatique a survécu intégralement à la chute du communisme. L'ancien État s'appuyait sur l'armée, la police politique, la diplomatie, les services d'espionnage, l'Église. L'État postcommuniste s'appuie sur les mêmes forces sans qu'il ait eu besoin de changer les hommes.

Le nationalisme était une composante obligatoire du communisme, parce qu'il injectait un peu de réalité et de passion spontanément humaine dans l'irréalité inhumaine de l'utopie. Aujourd'hui, il repasse du second rang au premier. S'il faut encore une vérité absolue et universelle, on la demandera, plutôt qu'au communisme scientifique, à l'orthodoxie russe.

Si la Russie entre en Europe, comme elle le réclame, l'Europe s'étendra jusqu'à Vladivostok. C'est une étrange ignorance qui a pu dicter la formule : « de l'Atlantique à l'Oural ». Le peuple russe s'étend sans la moindre solution de continuité de part et d'autre de cette chaîne qui n'a jamais, même au *xvi^e* siècle, formé la moindre frontière. La Sibérie est aux yeux des Russes un réservoir des plus antiques traditions. Le russe y est parlé sans aucun changement, même d'accent.

Grande puissance ?

On dit que la puissance russe est intrinsèquement disproportionnée à celle de l'Europe. Ce n'est point certain. On connaît mal le chiffre exact de la population russe. Il n'est probablement pas très supérieur à celui des peuples allemands et dans le même état démographique déclinant. L'économie en ruine va sans doute se redresser. Ce n'est pas pour demain que sa concurrence fera problème. La difficulté réside dans la volonté de l'État russe. Alors que l'Allemagne postnazie a marché pendant cin-

quante ans sur des œufs, la Russie postbolchevique, amnistiée d'office, n'a pas craint de montrer la plus brutale arrogance. Son premier but affiché, alors qu'elle se trouvait dans un état de grande misère et de quasi-anarchie, a été de maintenir et de proclamer son statut de « grande puissance ». Prétention que l'Occident a trouvé parfaitement acceptable, permettant à la Russie de s'asseoir sur toutes les chaises, devant toutes les tables, et qu'il n'eût pas comprise venant du Brésil, pays pourtant plus peuplé, plus riche, plus démocratique.

« Grande puissance » pour quoi faire ? La Russie veut maintenir son « droit » à la subvention occidentale que le régime de Brejnev avait déjà obtenu. Le petit jeu des « faucons » et des « colombes » qui avait justifié un flot substantiel de crédits et de marchandises vers l'U.R.S.S. a été transposé en jeu des « démocrates » et des « nationalistes », des « eltsiniens » et des « jirinovskiens » apparemment avec le même succès. Il y a d'autres procédés. Un exemple : pour que les savants atomistes russes n'aillent point offrir leurs services dans le « tiers monde », le gouvernement américain a décidé de leur allouer un salaire. Ce qui leur permet de travailler à développer les armements atomiques de la Russie, qui, ainsi aidée, garde la liberté d'offrir de la technologie à l'Iran, ou de la refuser moyennant un nouvel apport financier occidental.

La notion de « grande puissance » signifie que la Russie garde un droit de regard sur les territoires européens. Les adhésions à l'O.T.A.N., à l'Alliance Atlantique sont soumises en principe à l'acquiescement de la Russie. La Pologne vit donc à l'ombre de la Russie, un peu comme lorsque Catherine s'estimait le droit de « protéger » la constitution républicaine de ce pays.

Ces desseins internationaux signifient donc que l'État russe a la volonté non pas de participer à la construction européenne, mais, ce qui est différent, d'intervenir en Europe. Ce dessein est servi par sa diplomatie. Depuis toujours, la Russie a su déléguer le meilleur d'elle-même dans le service diplomatique qui a été et demeure, comparativement au reste de l'administration russe et à la diplomatie occidentale, d'excellente qualité. Cette diplomatie est aussi remarquablement nombreuse. Elle n'a lâché depuis la chute du régime aucun des immeubles qu'elle occupe à Paris, pas même les résidences des pays baltes saisies par elle après la guerre.

Elle est unifiée et animée par l'esprit de l'État russe, instrument d'un dessein toujours transcendant, ce qui permet à de très vieux diplomates qui étaient déjà là sous Khrouchtchev de hanter toujours la rue de Grenelle et le boulevard Lannes.

Admettre la Russie n'entraînerait pas seulement une extension des frontières de l'Europe, mais l'implication de celle-ci dans la détermination des frontières russes. La Russie étant née et ayant vécu comme empire n'a pas de frontières nationales. Elle n'a que des frontières impériales. Elle monte la garde aujourd'hui sur celles de l'ancienne U.R.S.S. Elle contrôle, selon des recettes centenaires, l'espace caucasien. Elle s'entend avec les nations artificielles du Turkestan pour garder les frontières du Touran. La délimitation de l'espace chinois est provisoire. Ce n'est pas à l'ordre du jour mais on ne voit pas pourquoi la Chine, devenue plus puissante décisivement que la Russie, ne lui ferait pas un jour souvenir que sa frontière actuelle est le fruit de « traités inégaux ». Les enclaves tatare, bachkire, etc., aspirent à l'indépendance. Même la Yakoutie s'est donné un « ministre des Affaires étrangères ». Les millions de Russes laissés hors des frontières actuelles de la Russie sont une réserve d'irréductibilité à faire reculer d'effroi l'Europe de Versailles. En Tadjikistan des troupes russes font la guerre et en Tchétchénie elles se livrent à une campagne d'extermination. L'Europe, qui éprouve son impuissance devant l'emprise serbe, peut-elle assumer des conflits de même type à une échelle incomparable ?

Où sont ses frontières occidentales ?

Les pays baltes ont été conquis au début du XVII^e siècle sur la Suède et la Pologne. Ils l'ont été sur un mode européen, c'est-à-dire au moyen de chartes qui en dévoluant la souveraineté à l'empereur russe garantissaient aux nouveaux sujets un certain nombre de libertés. Les sujets qui comptaient, dans ces régions, étaient la noblesse d'origine allemande, suédoise, polono-lituanienne. Ce fut pour l'État russe un réservoir de cadres, loyaux serviteurs de la Couronne, et bons instruments de l'occidentalisation de l'État voulue par Pierre et ses successeurs.

Le premier écroulement de l'Empire russe après 1917 entraîna un affaiblissement considérable de cette caste privilégiée, au profit des

ethnies qui lui étaient soumises : lituaniens, lettons, estoniens. Mais cette montée des « nationalités » n'entraîna pas une barbarisation politique. Jusqu'en 1939 ces pays vécurent décemment. La reconquête bolchevique fut atroce. Environ 10 % des populations — l'élite — fut tuée ou déportée. Une nouvelle purge en 1945 acheva de briser ces trois petits États dont l'annexion fut acceptée, sinon reconnue par les puissances. Enfin, depuis quarante ans, la Russie pousse vers ces pays un flot d'émigration. Malgré tout, ces pays ont réussi à récupérer une indépendance substantielle. Elle n'est pas admise par tout un secteur de l'opinion russe qui estime que ce qui a été conquis par Pierre est légitimement possédé.

Encore bien moins accepte-t-elle la sécession de l'Ukraine et de la Biélorussie.

L'Ukraine avait perdu ses élites, qui s'étaient fondues dans la noblesse polonaise. L'insurrection cosaque du milieu du XVII^e siècle, en éliminant cette noblesse, n'a pas été capable de se substituer à elle. S'étant mis sous la protection russe, les cosaques furent soigneusement exterminés et remplacés par des seigneurs russes. Au XIX^e siècle, la russification fut intense. L'Église uniate fut réunie de force à l'orthodoxie de Moscou. La langue ukrainienne fut bannie. Le seul très grand écrivain ukrainien, Gogol, écrivit en russe. L'industrialisation fit qu'une large bande orientale, de Kharkov à la Crimée, fut peuplée majoritairement de Russes. Le génocide stalinien des années trente, les famines et déportations d'après guerre firent que l'Ukraine, décimée, était sur le point, comme l'Irlande, de perdre sa langue. Elle a toutefois pris son indépendance en 1991 et la maintient formellement depuis quatre ans, malgré les pressions multiples de Moscou. Chaque année gagnée la renforce. Il manque encore plusieurs signes de la souveraineté. Le statut de la monnaie, de la politique étrangère, du régime des frontières n'est pas pleinement assuré. La question de Crimée est une « poisoned pill ». Enfin, les quatre cinquièmes des fidèles orthodoxes du pays sont encore sous la juridiction du patriarcat de Moscou. Quand la Laure des grottes et Sainte-Sophie de Kiev dépendront d'un patriarche autocéphale ukrainien, un grand signe de véritable indépendance sera acquis. L'Ukraine fait-elle partie de l'Europe ? C'est à elle d'en décider et de le prouver. Ce n'est pas en tout cas à la Russie.

Le même diagnostic doit être porté sur la

Biélorussie. Le pays a été plus massacré, plus dévasté, plus saccagé encore que l'Ukraine. Son gouvernement, dont la représentativité est plus que douteuse, semble vouloir effacer les quelques signes d'indépendance gagnés en 1991. Voici la Russie sur le point d'avoir de nouveau une frontière commune avec la Pologne, s'enfonçant en coin entre les pays Baltes et l'Ukraine, désormais presque encerclée.

Les frontières occidentales de la Russie ne sont donc pas fixées et l'opinion comprend mal qu'elles ne soient pas celles de la Russie de Pierre et de Catherine. Jirinovski réclame provocativement la Pologne. Soljénitsyne conjure Ukrainiens et Biélorusses de se réunir à leurs frères russes qui les accueilleront « avec amour ».

Tout pour empêcher l'Europe

Tenir la Russie à l'écart de l'Europe : le propos n'a de sens que si l'Europe existe non seulement comme entité de civilisation mais comme entité politique. Or cette construction politique de l'Europe, la diplomatie russe fera tout pour l'empêcher. L'Angleterre, de l'autre côté du continent, fait partie intégrante depuis toujours du passé européen. Mais elle regarde aussi vers l'*english speaking world*, inévitablement, et fort légitimement puisque c'est une réalité. Son nationalisme, l'antipapisme de la religion d'État, pour être plus « civilisé » que le russe, n'est pas moins profond, et, du moins dans une minorité, pas moins vif. Si l'Angleterre a si efficacement gêné l'unité européenne, bien qu'elle en soit une composante inséparable, que fera la Russie, depuis toujours hostile à cette Europe, et étrangère à cette entité ? Il fallait bien, malgré les justes prévisions de De Gaulle, faire entrer l'Angleterre, parce qu'elle était membre de droit, en vertu de son histoire. Ce droit ne s'applique pas à la Russie. Les moyens de la Russie ne seront pas ceux de l'Angleterre, mais ils sont puissants et variés : la peur qu'inspire son arsenal atomique, réduit mais normalement modernisé, la peur qu'inspire une évolution catastrophique de son état politique ou de son état économique, joint à l'idée que l'Europe y peut quelque chose, la nuisance que la Russie peut représenter dans les litiges européens, Yougoslavie ou Moyen-Orient ; les titres hautement proclamés à une appartenance culturelle et religieuse commune, l'attrait pour le « marché » russe ; l'influence

que la Russie conserve dans les pays anciennement communistes; la manipulation de l' « arc orthodoxe », qui passe par Moscou, Bucarest, Sofia, Athènes, Belgrade; la crainte de l'Allemagne qui permet de cultiver, en Angleterre et en France, les chimères de l' « alliance de revers »; la crainte de l'Islam, par rapport auquel la Russie peut se présenter comme un rempart ou comme un allié; idem avec la Chine. Les essais de relations bilatérales avec les États-Unis contre l'Europe, avec l'Allemagne contre la Pologne, la France, l'Angleterre: la série peut s'allonger au gré des circonstances. Toujours, la Russie réclamera de s'asseoir à la table européenne, afin d'empêcher ou de compliquer le jeu.

Que doit faire l'Europe ?

Mais supposons que l'Europe se fasse tout de même, quelle politique devra être la sienne vis-à-vis de la Russie ?

1. Une certaine mise à l'écart de la Russie est la condition nécessaire de ses bonnes relations avec l'Europe.

L'Europe ne peut faire droit à la revendication russe d'appartenance qu'à condition de pouvoir porter un jugement de l'extérieur sur son comportement. L'obstacle dominant est la tradition de l'État et de l'Église russes. Du dehors, on peut juger sereinement de la compatibilité politique de l'État russe: aujourd'hui, les critères sont l'abandon de l'idée impériale; l'extinction progressive des doctrines qui soutiennent le nationalisme déraisonnable et la xénophobie.

Il ne faut pas exagérer les capacités européennes d'influer sur la situation interne de la Russie. C'est un mirage que la politique russe cherche souvent à cultiver afin d'influer, cette fois efficacement, sur la politique de l'Europe envers la Russie. Ce n'est pas parce que l'Europe se montrera complaisante que les « démocrates » l'emporteront sur les « brun-rouge », et si le gouvernement russe se comporte en « brun-rouge tout en se déclarant démocrate », ce n'est pas aider la démocratie que de lui céder en arguant qu'il pourrait devenir pire. Il ne le deviendrait que plus vite. Ce mauvais raisonnement avait des excuses sous le

communisme quand le secret interdisait de parvenir à une évaluation indiscutable de la situation. Il n'en a plus aujourd'hui. Toutefois, on signale certains signes de retour au secret. S'il se confirme, on tiendra le degré de secret comme un indice précieux et un signal d'alarme.

2. Un test capital est le respect par la Russie des États nés du démembrement de l'U.R.S.S. Ce respect aujourd'hui n'existe pas et seul le rapport des forces protège les nouvelles nations. L'Europe, affirme-t-on, ne peut défendre l'Ukraine et d'autant moins que celle-ci peine à affirmer son identité. Mais, à ce jeu, défendrait-elle les pays baltes? La Moldavie? La Roumanie ou la Slovaquie? Voire la Pologne? À vrai dire nous n'en savons rien. La question est de savoir jusqu'où la Russie peut « aller trop loin ». Eh bien dès les frontières actuelles de la Russie. C'est là que passe le fil rouge. Cela ne veut pas dire que, celui-ci rompu, l'Europe se déclarera « en guerre ». Seulement qu'elle cessera de considérer la Russie comme un partenaire mais comme un adversaire.

3. Le partenariat européen est avantageux pour la Russie. Il est bon pour elle de se purger progressivement des caractères qui l'empêchent de participer pleinement à la civilisation européenne. Un État décent, pacifique, une religion moins ombrageuse, et voilà que la demande d'admission formulée par les meilleurs des Russes cesse d'être regardée avec soupçon. Le partenariat, c'est la multiplication des échanges. C'est revenir au meilleur temps d'avant 14, quand Diaghilev étonnait Paris et quand le Crédit Lyonnais dirigeait vers Moscou l'épargne française. C'est le vœu de Catherine et de Pouchkine enfin accompli.

Mais ce partenariat ne peut porter ses fruits que s'il est constitué pas à pas et pédagogiquement. L'accorder d'emblée, ne pas préparer en cas d'échec ou de mauvaise conduite une autre politique elle aussi pédagogique serait ruineux pour les deux parties. Le jeu est entre les mains de la Russie. Or justement, depuis 1991, elle n'a pas l'air, et de moins en moins, de le jouer franchement.

ALAIN BESANÇON